

NATIONS UNIES  
**Assemblée générale**

QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

*Documents officiels*

PREMIERE COMMISSION  
24e séance  
tenue le  
vendredi 2 novembre 1990  
à 10 heures  
New York

PROCES-VERBAL DE LA 24e SEANCE

Président :

M. RANA

(Népal)

SOMMAIRE

Examen des projets de résolution sur les points relatifs au désarmement et  
décisions à leur sujet (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,  
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.1/45/PV.24  
9 novembre 1990

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 4

POINTS 45 A 66 ET 155 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION SUR LES POINTS RELATIFS AU DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Conformément à son programme de travail et à son calendrier, la Commission entamera ce matin la deuxième phase de ses travaux, à savoir l'examen des points 45 à 66 et 155 de l'ordre du jour relatifs au désarmement et décision à leur sujet. Comme les membres de la Commission en ont été informés à la séance précédente, la première partie de cette phase des travaux de la Commission sera consacrée à la présentation des projets de résolution et à tout commentaire à leur sujet.

A cet égard, je prie instamment toutes les délégations qui souhaitent présenter des projets de résolution ou faire des observations à leur sujet d'inscrire leurs noms sur la liste des orateurs dès que possible.

A partir du jeudi 8 novembre, la Commission prendra des décisions sur les projets de résolution au titre des différents points de l'ordre du jour.

Comme je l'ai déclaré précédemment, j'ai l'intention, le mardi 6 novembre, de présenter à la Commission un document de travail contenant mes suggestions à propos du groupement des projets de résolution et des projets de décision sur lesquels se prononcera la Commission.

Je crois comprendre que la Commission accepte les propositions que je viens de faire. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de l'Italie.

M. NEGROTTO CAMBIASO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à saisir cette occasion pour évoquer la position des 12 Etats membres de la Communauté européenne au sujet du désarmement régional, question sur laquelle un projet de résolution spécifique est présenté à la suite de consultations fructueuses avec le Pérou, le Pakistan et d'autres pays.

Comme les Douze l'ont déclaré au cours du débat général, des résultats concrets dans les négociations relatives à la limitation des armements sur le plan régional, en renforçant la confiance mutuelle, favorisent le progrès dans la limitation des armements et le désarmement au niveau mondial et consolident par conséquent la paix et la sécurité internationales.

M. Negrotto Cambiaso (Italie)

Les Douze estiment que l'adoption de mesures relatives à la limitation des armements et au désarmement sur le plan régional est l'un des moyens les plus efficaces pour les Etats de contribuer au processus général de désarmement et de limitation des armements. Par conséquent, l'objectif essentiel de ce processus devrait consister à garantir la stabilité et la sécurité pour tous les Etats participants, afin qu'un équilibre de forces approprié dans toutes les régions puisse être instauré. Les Etats de chaque région devraient trouver leur propre voie pour conclure des accords de désarmement et de limitation des armements sur le plan régional, en tenant compte des caractéristiques spécifiques à leur région. La transparence et l'ouverture sont des conditions vitales pour renforcer la confiance mutuelle et la sécurité globale.

M. Negrotto Cambiaso (Italie)

Les Douze se sont félicités des signes prometteurs émanant des divers contextes régionaux. Au cours de ma déclaration générale précédente faite au nom des Etats membres de la Communauté européenne, outre les développements en Europe, j'ai relevé notamment les développements en Afrique australe et en Amérique centrale. Malheureusement, une très grave crise dans la région du Golfe suscite de graves inquiétudes, auxquelles la communauté internationale donne une réponse appropriée par le biais des Nations Unies. Il est nécessaire de s'assurer que les circonstances positives globales régnant dans le monde, et qui résultent de la prise de conscience croissante de l'importance et des bénéfices possibles du désarmement régional, ne seront pas perturbées, alors qu'un nouvel ordre international prend forme.

Comme l'a rappelé le Ministre des affaires étrangères italien à l'Assemblée générale, au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne :

"L'heure est venue de commencer à réfléchir sur l'introduction au Moyen-Orient d'un système collectif susceptible de garantir la stabilité, la sécurité, le développement économique et social." (A/45/PV.6, p. 34)

La recherche de structures de sécurité régionale et de mesures permettant d'encourager la stabilité et la paix devrait, sans qu'il faille souhaiter le transfert d'un modèle spécifique à d'autres régions, être poursuivie afin de promouvoir des principes pouvant constituer une base pour rehausser une stabilité accrue au niveau le plus bas des forces militaires, freiner la prolifération d'armes de destruction massive et encourager le progrès social et économique.

Les Douze envisagent également de façon positive la reconnaissance, dans le cadre de la Commission du désarmement, telle que reflétée dans le rapport approuvé à la session de 1990, du fait que "la conception régionale du désarmement est l'un des éléments essentiels de l'action mondiale" (A/45/42, par. 34, citant par. 11 du rapport sur le point 8 de l'ordre du jour) et ne doit pas être ignorée. Partant, ils aimeraient s'associer à ceux qui ont proposé que la question du désarmement régional soit examinée parmi les points de l'ordre du jour de la Commission du désarmement, en 1991.

L'adoption par consensus de la résolution 44/117 B, sur le désarmement régional, à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, est un témoignage supplémentaire de la détermination générale de souligner l'importance, et d'accroître la prise de conscience internationale, du désarmement régional.

M. Negrotto Cambiaso (Italie)

A sa présente session, la Première Commission manifeste une prise de conscience accrue de l'importance d'une approche régionale.

La transparence, l'ouverture et la prévisibilité au niveau régional européen jettent une lumière nouvelle sur la confiance et la sécurité dans la région. Le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe révèle de nouvelles perspectives pour notre région, alors que l'on prépare activement le sommet de Paris qui aura lieu au mois de novembre.

Le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies appelle explicitement les Etats à encourager les initiatives de désarmement régional. Les Douze rappellent cette disposition et soulignent que le désarmement devrait préoccuper tous les pays, et non seulement les grandes puissances, les alliances militaires ou des régions spécifique-. Tous les pays doivent donc participer activement au processus de désarmement et doivent contribuer à une plus grande sécurité globale par divers moyens, notamment par la réduction des forces armées au niveau régional.

Mme THEORIN (Suède) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé la parole aujourd'hui afin de présenter le projet de résolution A/C.1/45/L.14, intitulé "Etude d'ensemble des armes nucléaires".

Le moment choisi pour cette étude, que j'ai eu l'honneur de présider, était des plus favorables. L'étude sur les armes nucléaires, contenue dans le document A/45/373, a été rédigée et négociée alors que les vents du changement soufflaient de plus en plus fort dans la politique mondiale. Elle a été adoptée un mois après le sommet de Washington, où a été signé le cadre d'un accord prévoyant de fortes réductions de diverses catégories d'armes offensives stratégiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique et la poursuite des négociations sur d'autres réductions importantes et sur des limitations effectives des améliorations qualitatives des armes nucléaires, tant stratégiques que tactiques.

L'étude a été adoptée un mois après la réunion, à Moscou, des plus hauts représentants des Etats du Traité de Varsovie, qui ont unanimement déclaré que l'image de l'ennemi idéologique était abolie. De plus, il se trouve que le rapport a été adopté le jour même où, à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les Etats membres ont déclaré que la Communauté atlantique devait tendre la main de l'amitié aux pays de l'Est qui avaient été ses adversaires à l'époque de la guerre froide. C'est ainsi que l'étude - ne serait-ce que par hasard - a pu saisir cette suite cruciale d'événements, notamment le

Mme Theorin (Suède)

communiqué de l'OTAN publié à Londres, dont l'encre avait à peine séché lorsque l'étude des Nations Unies a été adoptée à l'unanimité.

J'aimerais simplement souligner certains points où l'étude apporte des éléments nouveaux et importants ou ne réussit pas à fournir des informations qui auraient été souhaitables. Je le ferai très brièvement, en examinant l'étude chapitre par chapitre, mais en omettant le chapitre I qui n'est qu'une simple introduction.

Le chapitre II décrit les armes nucléaires actuelles, et le texte est constitué en grande partie du genre d'informations que l'on trouve dans n'importe quel grand annuaire des armes nucléaires. Cependant, la dernière partie traite des procédures de lancement et de manutention des armes nucléaires, ce qui est important au vu des risques de guerre nucléaire accidentelle. Il y a là quelques informations nouvelles - par exemple sur la procédure de filtrage du personnel en Union soviétique.

Les tendances en cours et antérieures du perfectionnement technique des systèmes d'armes nucléaires sont traitées dans le chapitre III. Le perfectionnement qualitatif des systèmes d'armes nucléaires se poursuit. Citons, parmi les autres traits caractéristiques de ce développement, le remplacement de fusées à combustible liquide par des fusées à combustible solide dans certains pays, les missiles mobiles et la technologie dite furtive. On y trouve également une énumération, mais non une évaluation, de certaines technologies d'armes exotiques associées à l'Initiative de défense stratégique.

Le chapitre IV traite des doctrines nucléaires. Cette question fait l'objet de nombreux livres et articles universitaires, et je pense que l'intérêt principal de ce chapitre est qu'il contient une description détaillée des doctrines des divers Etats dotés d'armes nucléaires, description que l'on peut considérer comme faisant autorité, particulièrement quand on la compare avec les déclarations de ces Etats, qui ont été soumises aux fins de l'étude, et qui sont reproduites à l'annexe I.

Le chapitre V, qui évoque la mise au point, la production et les essais d'armes nucléaires, est l'un des domaines principaux de l'étude. L'une des raisons en est que les problèmes de l'environnement et autres problèmes liés à la fabrication et aux essais d'armes nucléaires ont été de plus en plus largement portés à l'attention du public au cours de la présente époque d'atténuation de l'affrontement Est-Ouest. Une autre raison est que le cadre - techniquement et

Mme Theorin (Suède)

politiquement - d'un régime continu de non-prolifération dépend d'une compréhension complète des paramètres des processus de développement et de fabrication.

S'agissant de ce dernier aspect, le coût de l'acquisition des armes nucléaires est un facteur important que cette étude n'a pas été en mesure de scruter pleinement.

Cela a également été le cas en 1980, étant donné la complexité de cette question.

Par ailleurs, la question des explosions nucléaires pacifiques est correctement traitée par la présente étude. La conclusion est ici que la technique d'explosion nucléaire pacifique est généralement impraticable.

Mme Theorin (Suède)

En ce qui concerne les effets de la production et des essais d'armes nucléaires sur la santé et l'environnement, on peut facilement obtenir des informations auprès de sources américaines. Cependant, l'étude contient certaines informations importantes dans ce domaine en provenance de l'Union soviétique, informations qui, à ma connaissance, n'avaient pas été révélées auparavant. Malheureusement, le problème des conséquences écologiques des essais nucléaires français dans le Pacifique reste pratiquement sans solution.

Le chapitre VI examine les effets de l'emploi d'armes nucléaires et les conséquences d'une guerre nucléaire. Ce chapitre est moins développé que ne l'était le chapitre correspondant de l'étude précédente, et je pense que la description d'une guerre nucléaire a été jugée moins importante parce que la menace tendait à s'atténuer. De même, le Groupe n'a pas voulu inclure ni adopter les résultats d'études universitaires concernant les conséquences d'une guerre nucléaire. Cependant, le rapport contient un résumé assez complet des résultats publiés au cours des années 80 sur les effets médicaux et écologiques, y compris l'"hiver nucléaire".

Le chapitre VII est intitulé "Les armes nucléaires et la sécurité internationale". Il est inévitable que les vues divergent à ce sujet et que certains Etats considèrent les armes nucléaires comme un instrument de sécurité tandis que d'autres les considèrent comme une menace et un obstacle à une sécurité réelle à long terme. Ces vues divergentes sont reflétées dans ce chapitre. Le problème général de la prolifération, qui pourrait devenir plus urgent dans l'avenir, est également examiné et, dans ce contexte, il est fait état des préoccupations au sujet de la prolifération des missiles balistiques.

Deux autres questions qui ont reçu une attention particulière dans ce chapitre sont la dissémination géographique des armes nucléaires et le risque d'une guerre accidentelle. En ce qui concerne le premier point, il est noté que les armes nucléaires navales posent des problèmes particuliers et qu'il y a des vues de plus en plus critiques sur la politique qui consiste à s'abstenir de confirmer ou de démentir la présence de ces armes. Quant à une guerre accidentelle, malgré les mesures de sécurité décrites au chapitre II, l'étude identifie les facteurs tant techniques qu'humains qui peuvent contribuer à rendre le risque supérieur à zéro.

Le chapitre VIII est le chapitre le plus long, ce qui est peut-être un signe encourageant, car il est intitulé "Limitation des armements nucléaires et désarmement nucléaire". Dans la plupart de ses sections, il est fait état des

Mme Theorin (Suède)

traités actuels et des négociations en cours dans ce domaine, y compris certains des écueils et des lacunes, de même que certains aspects de la vérification. La façon dont ce texte est organisé me fait espérer qu'il pourrait servir de manuel de référence utile.

Mais ce sont peut-être les deux dernières parties qui sont les plus intéressantes et, à mon avis, elles méritaient plus d'attention qu'il ne leur a été accordé. Elles traitent respectivement des mesures de sécurité et des armes nucléaires au regard du droit international. Ces deux sujets pourraient très bien ouvrir de nouvelles perspectives pour les futurs efforts multilatéraux dans le domaine du désarmement nucléaire, qui devrait se poursuivre parallèlement avec les limitations bilatérales des armes stratégiques. L'étude souligne que la communauté internationale est manifestement convaincue qu'une guerre nucléaire de quelque importance aurait des conséquences catastrophiques pour le monde entier.

Au cours de la dernière décennie, les puissances dotées d'armes nucléaires ont clairement marqué leur volonté d'éviter tout conflit nucléaire. Nous pourrions rappeler la déclaration solennelle, faite en 1985 par M. Reagan, ancien Président des Etats-Unis, et le Président Gorbatchev, selon laquelle "une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne devrait jamais être déclenchée", et la déclaration du Président Mitterrand selon laquelle "les armes nucléaires sont des armes inutilisables". Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont, en outre, déclaré qu'ils n'étaient pas les seuls à devoir réduire le risque de guerre nucléaire, mais que d'autres Etats devraient aussi contribuer à la réalisation de cet objectif.

La plupart des pays du monde, selon l'étude, considèrent une cessation rapide des essais nucléaires par tous les Etats dans tous les environnements comme un pas essentiel vers la prévention du perfectionnement qualitatif et de la mise au point de nouvelles armes nucléaires, ainsi que vers l'objectif de la non-prolifération.

La question de la non-prolifération est examinée longuement dans l'étude, qui fait ressortir que le régime de non-prolifération nucléaire est toujours aussi important et que le strict respect de ce régime continue d'être d'une importance fondamentale. Des efforts tant mondiaux que régionaux sont nécessaires si l'on veut éviter la prolifération des armes nucléaires. Ils comprennent les efforts visant à renforcer davantage le régime de non-prolifération sous tous ses aspects.

Trois Etats dotés d'armes nucléaires ont participé aux travaux du Groupe d'experts qui a aidé le Secrétaire général dans la préparation de l'étude. Il s'agit des Etats-Unis, de la France et de l'Union soviétique. Neuf Etats non dotés

Mme Theorin (Suède)

d'armes nucléaires y ont également participé : Argentine, Bulgarie, Egypte, Indonésie, Nouvelle-Zélande, Sénégal, Sri Lanka, Suède et Venezuela.

A un stade de la préparation de l'étude, chacun des cinq Etats dotés d'armes nucléaires a été prié de fournir un exposé concis de sa doctrine nucléaire. Tous les cinq ont répondu à cette demande. L'appendice I de l'étude contient les résumés des doctrines officielles des cinq Etats dotés d'armes nucléaires.

Dans le corps même de l'étude, le chapitre IV est intitulé "Les doctrines et stratégies concernant les armes nucléaires". Une section de ce chapitre examine la relation entre les armes nucléaires, les armes non nucléaires et la dissuasion. Cette section rend également compte des derniers faits nouveaux et se termine par un extrait de la déclaration des représentants au plus haut niveau des Etats parties au Traité de Varsovie, qui se sont rencontrés à Moscou, le 7 juin 1990, et une assez longue citation du communiqué, publié le 6 juillet, à l'issue de la réunion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

La déclaration du Traité de Varsovie non seulement exprime l'opinion unanime que l'image idéologique a été effacée mais affirme que

"les éléments relevant de l'affrontement qui figurent dans les documents du Traité de Varsovie et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord adoptés dans le passé ne correspondent plus à l'esprit du temps."

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, les chefs d'Etat et de gouvernement, dans la déclaration de Londres, ont annoncé que :

"La communauté atlantique doit se tourner vers les pays de l'Est qui étaient nos adversaires pendant la guerre froide et leur tendre la main de l'amitié."

Il est fascinant de comparer les textes respectifs de l'Est et de l'Ouest, qui ont été rédigés à quelques mois d'intervalle, car ils illustrent parfaitement les pas de géant que le monde a faits au cours des derniers mois.

Dans son rapport, le Secrétaire général note que les récents changements spectaculaires survenus dans le monde ont diminué la menace d'affrontement nucléaire et permis d'engager un processus réel de réduction des armes nucléaires. En fait, les deux principales puissances dotées d'armes nucléaires, les Etats-Unis et l'Union soviétique, sont engagées dans des négociations de désarmement poussées, et elles sont convenues qu'elles devraient aboutir à l'élimination complète des armes nucléaires en tous lieux.

Mme Theorin (Suède)

Pour résumer, le rapport du Secrétaire général fournit des données techniques et des statistiques sur les armes nucléaires existantes; fait état des tendances de la technologie des systèmes d'armes nucléaires; analyse les doctrines et les stratégies en matière d'armes nucléaires; décrit la mise au point, la production et l'expérimentation des armes nucléaires, ainsi que les effets de l'emploi d'armes nucléaires et les conséquences d'une guerre nucléaire; évalue les armes nucléaires et la sécurité internationale; étudie la limitation des armements nucléaires et le désarmement; examine la légalité des armes nucléaires; et expose un ensemble de conclusions politiques pour cette ère nouvelle.

J'engage la Commission à adopter sans vote le projet de résolution A/C.1/45/L.14, qui est d'ordre purement procédural.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant du Danemark, qui présentera le projet de résolution A/C.1/45/L.20.

**M. JAEGER** (Danemark) (interprétation de l'anglais) : Comme je prends la parole pour la première fois à cette commission, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à la présidence de cet organe important. Mes félicitations s'adressent également aux autres membres du bureau.

Le premier jour de nos travaux, l'Ambassadeur d'Italie a prononcé une déclaration au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne. Cette déclaration commune des Douze reflète, bien entendu, les positions essentielles du Danemark sur l'évaluation des travaux de cette commission et sur les divers points du domaine du désarmement dont il a été fait mention dans la déclaration. Je vais donc me borner aujourd'hui à évoquer quelques-uns des points inscrits à notre ordre du jour.

Un sujet, qui a toujours revêtu beaucoup d'intérêt pour le Danemark, est la question du désarmement classique qui fait l'objet du point 56 d) de l'ordre du jour. Au cours des ans, le Danemark a pris un certain nombre d'initiatives aux Nations Unies afin de faire progresser les débats sur les directives et principes généraux en matière de désarmement classique, qui pourraient apporter une contribution utile aux efforts déployés aux niveaux tant global que régional.

En 1984, un groupe d'experts sous la présidence du Danemark a terminé l'étude des Nations Unies relative au désarmement classique, qui constituait le premier effort fait aux Nations Unies et ailleurs dans la communauté internationale, pour examiner de façon complète la question des armes classiques et des forces armées classiques dans leur ensemble.

Cette année, la Commission du désarmement, après avoir examiné le problème du désarmement classique durant quatre sessions consécutives, a réussi à parachever un rapport de fond sur la question. Le rapport de la Commission du désarmement, issu des efforts intenses et laborieux d'un groupe de travail présidé par l'Ambassadeur S. G. Mellbin, est un document nouveau et important qui devrait faciliter l'adoption de mesures éventuelles dans le domaine de la réduction des armes classiques et du désarmement. Nous espérons que ce rapport contribuera de manière positive aux efforts sans cesse déployés pour élargir la base du consensus dans le domaine du désarmement classique.

Compte tenu des sommes immenses consacrées aux armements et aux forces classiques dans le monde entier, le désarmement classique est un problème qui revêt véritablement un caractère mondial. Les Nations Unies ont donc la responsabilité

M. Jaeger (Danemark)

particulière importante de faire figurer cette question en bonne place à l'ordre du jour de leurs délibérations sur le désarmement.

Le Danemark a présenté, cette année comme il le fait depuis un certain nombre d'années déjà, un projet de résolution portant sur le désarmement classique (A/C.1/45/L.20). Le projet de résolution accueille avec satisfaction le rapport de fond complet de la Commission du désarmement sur la question du désarmement classique et fait siennes les recommandations contenues dans le rapport. Il prend note de la recommandation de la Commission du désarmement selon laquelle, compte tenu des priorités dans le domaine du désarmement énoncées dans le Document final, il faudrait continuer à examiner attentivement, au sein de l'Organisation des Nations Unies, la question du désarmement classique. Nous espérons que la Première Commission sera en mesure, une fois encore cette année, d'adopter le projet de résolution sans vote.

Je tiens maintenant à faire quelques remarques à propos d'un autre point très important de notre ordre du jour, à savoir la nécessité urgente d'un traité d'interdiction totale des essais nucléaires. Au cours des ans, le Danemark a demandé instamment que l'on tente de parvenir rapidement à la conclusion d'un traité interdisant tous les essais nucléaires, dans tous les milieux, par tous les Etats, et à tout jamais, et il a appuyé ces efforts. Sans être une fin en soi, une interdiction complète des essais serait un pas important sur la voie du désarmement nucléaire, surtout en empêchant la mise au point de nouvelles générations d'armes nucléaires. Elle renforcerait également l'attrait que revêt le régime du Traité sur la non-prolifération pour les Etats non dotés d'armes nucléaires. C'est pourquoi le Danemark se porte coauteur, depuis de nombreuses années, du projet de résolution de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à ce sujet, publié cette année sous la cote A/C.1/45/L.41.

La Conférence du désarmement, où sont représentés les cinq Etats dotés d'armes nucléaires, constitue, à notre avis, l'instance appropriée pour des négociations multilatérales sur une interdiction complète des essais. Nous nous félicitons donc que la Commission du désarmement ait réussi, cette année, à se mettre d'accord quant au mandat d'une commission spéciale sur une interdiction des essais nucléaires, et nous espérons que cela ouvrira la voie à de nouveaux progrès. Le travail effectué par le groupe spécial d'experts sismiques de la Commission contribue utilement à la solution des problèmes de vérification liés à une interdiction complète des essais.

M. Jaeger (Danemark)

Nous nous félicitons de la ratification récente des deux traités bilatéraux de limitation conclus entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et nous demandons instamment aux deux parties de poursuivre et d'intensifier leurs négociations bilatérales progressives sur les essais nucléaires.

Nous regrettons profondément l'essai nucléaire souterrain auquel a procédé l'Union soviétique à Novaya Zemlya le 24 octobre. Nous demandons instamment à l'Union soviétique de s'abstenir à l'avenir de procéder à des essais nucléaires à Novaya Zemlya, respectant ainsi comme il se doit l'environnement fragile de l'Arctique et ses habitants.

La convocation de la Conférence d'amendement concernant le Traité d'interdiction partielle des essais de 1963 en janvier prochain illustre la patience d'un grand nombre d'Etats à l'égard de l'absence de progrès enregistrés dans les efforts visant à une interdiction complète des essais nucléaires. Comme cela a déjà été mentionné, le Danemark estime que la Commission du désarmement constitue l'instance appropriée pour les négociations portant sur une interdiction complète des essais, mais nous participerons de manière positive à la conférence d'amendement.

La quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération s'est achevée sans qu'il ait été possible de parvenir à un document final. Nous déplorons qu'un désaccord sur la question d'une interdiction complète des essais, aussi importante soit-elle, ait fait obstacle à l'accord sur un document final de fond qui, à beaucoup d'autres égards, aurait représenté des progrès précieux. Le Traité sur la non-prolifération et l'interdiction complète des essais sont deux questions importantes, que nous devrions poursuivre avec fermeté, bien qu'en agissant de la sorte nous devons veiller à ce que l'une de ces causes ne porte pas préjudice à l'autre. En dépit de l'absence de consensus à propos d'un document final, la Conférence d'examen a été marquée par une atmosphère généralement constructive et positive et elle a confirmé le solide appui international dont jouit le Traité, ce qui est important en ce qui concerne la prolongation du Traité sur la non-prolifération après 1995.

Qu'il me soit permis, pour terminer, de mentionner la question qui figure à notre ordre du jour en ce qui concerne les armements et le désarmement navals. Le rôle des forces navales doit être examiné dans un contexte militaire et politique global. Compte tenu de certaines asymétries géographiques bien connues, il est

M. Jaeger (Danemark)

évident que le principe d'une sécurité non diminuée revêt une importance particulière à l'égard du désarmement naval. L'ouverture, la transparence et les informations objectives sont importantes dans le domaine du désarmement naval de même que dans d'autres domaines de désarmement. Une discussion internationale approfondie dans les instances multilatérales appropriées, visant à créer les conditions préalables nécessaires à un nouveau développement des mesures propres à accroître la confiance et la sécurité et sur le désarmement est nécessaire également dans le domaine des forces maritimes.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant du Mexique, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/45/L.32.

Mme CARVALHO (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : Résoudre le problème du désarmement général et complet est notre préoccupation à tous depuis la création même de l'Organisation; cela a fait l'objet d'une attention constante dans toutes les enceintes qui se consacrent à la recherche de la paix et de la sécurité internationales.

La responsabilité d'atteindre cet objectif a été assumée officiellement par les Etats Membres des Nations Unies en 1961. Dans la résolution 1722 (XVI), intitulée "Question du désarmement", l'Assemblée générale estimait

"indispensable que les négociations relatives au désarmement général et complet sous un contrôle international efficace soient reprises aussitôt que possible"

(Résolution 1722 (XVI), II, par. 1<sup>er</sup> paragraphe du préambule)

et recommandait au Comité du désarmement

"d'entreprendre, de toute urgence, des négociations en vue d'aboutir, sur la base de la déclaration commune sur les principes convenus [par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour les négociations du désarmement] ... à un accord en matière de désarmement général et complet sous un contrôle international efficace." (Ibid., par. 2)

Mme Carvalho (Mexique)

Un nouvel élan s'est fait jour dans l'approche globale à l'égard du désarmement, en 1978, lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, dont le Document final dispose que :

"Le Comité du désarmement se consacrera à l'élaboration d'un programme global de désarmement, concernant toutes les mesures jugées souhaitables pour permettre la réalisation de l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace." (Résolution S-10/2, par. 109)

Il est devenu évident depuis lors que les négociations sur le programme doivent se dérouler parallèlement à celles relatives aux mesures partielles de désarmement. Un tel programme doit être conçu de manière à faciliter les négociations sur le désarmement sous tous ses aspects et à répondre aux intérêts de la communauté internationale. Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.32 - Indonésie, Myanmar, Pérou, Sri Lanka et Mexique - intitulé "Programme global de désarmement" estiment que l'amélioration des relations Est-Ouest se prête tout particulièrement à un regain d'efforts en vue d'achever le Programme global de désarmement. Les résultats déjà obtenus méritent d'être réexaminés en tenant compte du nouveau climat international positif. Si en pleine guerre froide il a été possible d'engager des négociations, la situation actuelle doit, à plus forte raison, permettre de progresser plus facilement.

Nous pensons que le moment est venu de demander à la Conférence du désarmement de reconstituer, au début de sa session de 1991, le Comité spécial sur le Programme global de désarmement et de recommander à ce comité de poursuivre ses travaux en vue de résoudre les questions en suspens et de mener aussi rapidement que possible les négociations à bonne fin.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Hongrie qui va présenter le projet de résolution A/C.1/45/L.16.

M. GAJDA (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : Au nom des auteurs, les délégations de l'Allemagne, de la République islamique d'Iran, de la Suède et de la Hongrie, j'ai l'honneur, aujourd'hui, de présenter à la Commission le projet de résolution A/C.1/45/L.16 relatif à l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes radiologiques.

La Conférence du désarmement examine ce sujet sans discontinuer depuis 1982, tant en plénière qu'au sein d'un organe subsidiaire. Au cours de ces années, la délégation hongroise à Genève s'est tout particulièrement penchée sur la question

M. Gajda (Hongrie)

et a fait de son mieux pour contribuer à la solution des problèmes. Cette attitude n'est que naturelle pour un pays comme le mien, et les raisons motivant notre position sont à ce point connues qu'il n'est pas nécessaire de les rappeler ici.

Confirmant l'intérêt particulier qu'elle porte à ces questions, la délégation hongroise a, par deux fois, au cours de ces années, eu l'honneur d'assurer la présidence du Comité spécial des armes radiologiques. L'état d'avancement des travaux du Comité est décrit en détail dans le rapport de la Conférence du désarmement et il n'est donc pas nécessaire d'y revenir ici. Partant, ma tâche se limitera à quelques brèves observations afin de mettre en évidence les résultats obtenus en 1990.

Cette année encore, la Conférence a, au début de sa session, créé le Comité spécial, et l'organe subsidiaire a, à son tour, décidé d'appliquer la même méthode de travail que celle adoptée en 1987 et il s'y est tenu depuis lors. Conformément à ces accords d'"activité mixte", deux groupes de contact ont été mis sur pied, l'un chargé d'examiner l'interdiction des armes radiologiques au sens originel ou traditionnel du terme, l'autre chargé de traiter des questions relatives à l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires. Ces deux groupes, coordonnés respectivement par les représentants de la République fédérale d'Allemagne et de la République islamique d'Iran, ont poursuivi leurs travaux dans la ligne dégagée l'année précédente, en recherchant des solutions aux questions clefs encore en suspens dans ces deux domaines.

Je me dois de souligner ici que l'objectif principal du Comité et, par voie de conséquence, des deux groupes de contact, était de dégager les éléments essentiels permettant d'établir une convention dans ces deux domaines. En fait, cela signifie que les groupes ont cherché à mettre au point une formule unique là où l'alternative prédominait encore. Les aspects liés à la vérification et à la conformité ont fait l'objet de la plus vive attention.

Une évaluation des résultats des travaux du Comité spécial en 1990 me permet de dire que quelques progrès ont été réalisés dans certains domaines. Le Groupe de contact A a réussi à supprimer la plupart des notes de bas de page du texte précédent et à élaborer des textes communs à partir des variantes précédentes en ce qui concerne notamment la "portée", les "utilisations pacifiques" et la "vérification". Ce même groupe a également réussi à formuler le préambule. Cependant, des divergences politiques existent encore sur certaines questions clefs nécessitant d'autres efforts.

M. Gajda (Hongrie)

Malgré de vigoureux efforts, le Groupe de contact B a enregistré moins de résultats cette année. Les tentatives pour éliminer les divergences de fond sur la question de la portée ont retenu particulièrement l'attention, mais les différents points de vue relatifs à la Convention sur l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires n'ont pu être rapprochés. Cette absence d'accord continue à peser sur l'examen des divers autres éléments.

Aux termes du projet de résolution A/C.1/45/L.16, que je sou mets à l'examen de la Commission, l'Assemblée générale prend dûment note des résultats enregistrés au sein du Comité spécial sur les armes radiologiques et, une nouvelle fois, prie la Conférence du désarmement de poursuivre ses négociations de fond sur les deux importantes questions à l'examen. Le projet ne manque pas de souligner la nécessité de conclure rapidement ces négociations en tenant compte de cet objectif. L'Assemblée générale prend également acte de la recommandation de la Conférence du désarmement tendant à ce que le Comité spécial soit reconstitué au début de sa session de 1991.

Pour terminer, j'exprime l'espoir sincère des auteurs de voir ce projet de résolution adopté, cette année encore, sans vote.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) :  
Je voudrais dire que dans le projet de décision A/C.1/45/L.8 soumis par la Suède et intitulé "Armements et désarmement navals", une erreur s'est glissée dans la version française en ce qui concerne le nom de l'auteur. Le service pertinent du Secrétariat en sera informé, et ce document fera l'objet d'un nouveau tirage pour raison technique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Etant donné que seules deux délégations se sont inscrites sur la liste des orateurs, je me propose, avec l'assentiment de la Commission, d'annuler la séance de cet après-midi. Entre-temps, j'encourage les délégations à s'inscrire le plus tôt possible sur la liste des orateurs afin de présenter ou de commenter des projets de résolution.

La séance est levée à 11 h 30.